



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE ROME

2 novembre 2022

Sommaire

Actualité économique

- **Environnement macro-économique** : Le PIB italien poursuit sa hausse au 2^{ème} et 3^{ème} trimestres / Hausse de l'inflation en octobre / Prévisions économiques et budgétaires du gouvernement Draghi / Croissance nulle de l'économie italienne en 2023 / L'opinion des entreprises sur la situation de l'économie se détériore / La crise sanitaire réduit l'économie non-observée / Hausse de la consommation des ménages et leur revenu disponible, baisse de la propension des ménages à épargner / Stagnation du risque de pauvreté et d'exclusion sociale / Les ventes au détail à la baisse
- **Politiques européennes** : La Commission européenne a approuvé la 2^{ème} tranche du PNRR

Actualité financière

- Moody's maintient sa note Baa3, avec une perspective négative
- Le Ftse Mib a perdu 21,5% en un an
- Le Gouverneur Visco souhaite une relevée des taux graduelle et progressive
- Les taux d'emprunts de l'Italie sont en forte augmentation
- Accord Sace et Iren pour faciliter les demandes de paiement échelonné des factures d'énergie et de gaz

Santé

- Le dossier électronique sanitaire accélère

Numérique

- Le marché du cloud progresse
- L'e-commerce enregistre un boom de ventes, et relance le tourisme

Tourisme

- Italie, 5^{ème} destination mondiale pour les congrès

Made in Italy

- Le luxe italien se renforce en Chine



LE CHIFFRE À RETENIR

+5,1%

L'amélioration du déficit italien en 2022

Actualité économique

Le PIB italien poursuit sa hausse au 2^e et 3^e trimestres

Selon l'[ISTAT](#) au 2^e trimestre, le PIB a progressé de 1,1%. La hausse s'explique par la consommation des ménages (+2,56% du fait en particulier des prix de l'énergie), les investissements (+1,1 %) et les exportations (+1,6%). L'acquis de croissance pour l'année 2022 s'établit à +3,6%.

Par rapport au 2^e trimestre un an plus tôt, la construction et le commerce, transports, hébergement et restaurations enregistrent les plus fortes progressions (respectivement +14,2% et +11,3%), quand celle des activités financières et d'assurances recule de -4,4%.

Le PIB est également en hausse de 0,5 % au 3^e trimestre par rapport au précédent selon les données provisoires de [l'Istat](#). Cette croissance est donc plus élevée que prévu, alors que l'Institution budgétaire italienne (*Ufficio parlamentare di bilancio*) prévoyait un léger recul de -0,2 %.

L'inflation accélère en octobre

La hausse des prix s'est accélérée en Italie, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) passant à 12,8% en octobre en rythme annuel, contre 9,4% en septembre, en octobre selon l'[ISTAT](#). L'inflation a été tirée principalement par la flambée des prix de l'énergie qui ont bondi de 73,2 % en octobre, après une hausse de 44,5 % le mois précédent, a expliqué l'ISTAT.

Actualisation des prévisions économiques et budgétaires par le gouvernement de M Draghi

Avant de quitter Chigi, le gouvernement de M. Draghi a adopté le rapport actualisé sur les prévisions économiques et budgétaires (NADEF) et le Projet de plan budgétaire (DPB) qui définissent le cadrage macroéconomique

et budgétaire du triennal 2023-2025. L'actualisation est réalisée uniquement à politiques constantes cette année dans l'attente des orientations de politiques économiques du nouveau gouvernement. La croissance du PIB 2022 est revue à la hausse (+3,3%) et révisée à la baisse (+0,7%) en 2023. L'activité économique devrait observer un ralentissement au 2^e semestre 2022 et au 1^{er} trimestre 2023, avant de retrouver le chemin de la croissance sous réserve d'un reflux progressif de l'inflation. A politiques constantes, l'Italie améliore son ratio de déficit en 2022 (-5,1%) et en 2023 (-3,4%), ainsi que son ratio de dette publique en 2022 (145,4%) et en 2023 (143,2%). La trajectoire est soumise à des aléas baissiers du fait de la guerre en Ukraine et de l'inflation, selon l'institution budgétaire italienne (*Ufficio parlamentare di bilancio*) qui a validé ces prévisions.

Le FMI et la Banque d'Italie anticipent une croissance nulle de l'économie italienne en 2023

Dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne et de ses conséquences sur l'approvisionnement de l'Europe en matières premières, le [FMI](#) a annoncé mi-octobre ses prévisions de croissance pour la zone euro. L'organisation révisé à la hausse ses estimations pour l'Italie pour 2022 à +3,2% (+0,2 pp par rapport à juillet) grâce à la reprise du tourisme et de la production industrielle. En 2023, le PIB italien devrait se contracter de 0,2%, contre -0,7% estimés en juillet. Dans son dernier billet prévisionnel, la [Banque d'Italie](#) estime que la hausse du PIB italien sera de 3,3% pour 2022 et 0,3% en 2023 selon un scénario de base. La baisse de la consommation des ménages et des investissements des entreprises, liée à l'inflation et au climat d'incertitude, constituent les principaux facteurs de recul de l'activité économique au cours des prochains trimestres.

L'opinion des entreprises sur la situation économique générale se détériore en septembre

Selon l'enquête réalisée par la [Banque d'Italie](#), l'opinion des entreprises se dégrade au 3^e trimestre : 77,9% des entreprises interrogées estiment que la situation économique générale s'est détériorée par rapport au trimestre précédent (+14pts par rapport à l'enquête réalisée en août). Les entreprises envisagent à la baisse leurs plans d'investissements pour 2022. Plus importantes sont les difficultés liées aux coûts énergétiques pour 1/3 des entreprises interrogées. Plus des 2/3 des entreprises interrogées indiquent augmenter leurs prix de vente au cours du prochain trimestre. Les perspectives d'emploi restent favorables, avec des attentes particulièrement fortes dans le secteur de la construction.

La crise sanitaire réduit l'économie non-observée

En 2020, la valeur ajoutée générée par l'[économie non-observée](#), c'est-à-dire la somme des activités liées à l'économie souterraine et des activités illégales, recule. Elle baisse de 14,1% par rapport à 2019 et atteint 174,6 Md€, soit 10,5% du PIB (contre 11,3 % en 2019.) Plus précisément, l'économie souterraine a généré 157,4 Md€, et les activités illégales 17,3 Md€.

La contraction concerne toutes les composantes : sous-déclaration (- 12% à 79,7 Md€), travail irrégulier (-19% à 62,4 Md€) et activités illégales (-11%). Les secteurs où le poids de l'économie non observée est plus élevé sont les services à la personne (34,2%), les commerce, transports, hébergement, restauration (22,1%) et la construction (19,3%). Les services aux entreprises, la production des biens d'investissement et de biens intermédiaires enregistrent, quant à eux, des taux inférieurs (respectivement 4,8%, 3,7% et 1,7%). Contraint par la crise sanitaire, le

recours au travail irrégulier, pour la première fois depuis 1995, descend sous les 3 M d'unités (-18,4% par rapport à 2019).

La consommation des ménages et leur revenu disponible ont continué d'augmenter au 2^e trimestre, mais la propension à épargner marque une très forte baisse

D'après l'[ISTAT](#), au 2^e trimestre le revenu disponible brut des ménages s'améliore de +1,5% (comparé au T1/2022) et de +5,6% en g.a. Après deux trimestres de progression négative (-0,6%, puis -0,7%), le pouvoir d'achat se stabilise (-0,1% au T2/2022), mais signe un recul de 0,3% en g.a. Après deux trimestres de hausse modeste (+0,7%, puis +0,9%), la consommation des ménages marque une forte progression (+4,1%) soutenue par les prix de l'énergie. La progression des investissements des ménages ralentit à +3,5% (après +6,9% au T1/2022 et +4,8% au T4/2021). La propension à consommer des ménages s'érode à 9,3%, perdant 2,3 pp par rapport au trimestre précédent et 4,5% par rapport en g.a.

Le risque de pauvreté et d'exclusion sociale reste stable en 2021

En 2021, le taux de personnes à risque de pauvreté (sous le seuil de 60% du revenu médian) s'élève à 20,1%, soit 11,8 M d'individus, un niveau stable par rapport à 2020 et 2019 ([ISTAT](#)). Mais le taux de personnes dont l'intensité de travail est très faible poursuit la hausse entamée depuis 2019 (+0,7pt par rapport en g.a.), et atteint 11,7% des individus, un niveau record depuis 2017. Le taux de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale reste stable à 25,4%, niveau similaire à l'année 2019, marquée par une très forte baisse enregistrée entre 2018 et 2019 (concomitante avec l'introduction du revenu de citoyenneté). Le taux de personnes se trouvant dans des conditions de privation matérielle sévère est en baisse de 3 pts par rapport à 2020, à 5,6% pour 2021.

Les ventes au détail s'orientent à nouveau à la baisse au mois d'août

Selon les données publiées par l'[ISTAT](#), les ventes au détail enregistrent en volume une baisse de 1,1% en août, contre -0,7% sur l'ensemble du trimestre juin-août 2022. Cette baisse concerne tant les ventes de produits non alimentaires (-0,7%) que les produits alimentaires (-0,6%). En g. a., les ventes baissent en volume de 2,1%, et respectivement de -1% pour les produits non alimentaires et de -3,5% pour les produits alimentaires. En raison de l'accélération de la hausse des prix à la consommation en août, les ventes de détail en valeur s'orientent à la hausse (+4,3% en valeur), et ce, pour l'ensemble des formes. Une croissance particulièrement marquée s'observe pour la grande distribution (+6,2% en août).

Politiques européennes

La Commission européenne a approuvé la deuxième tranche du PNRR

La Commission européenne a approuvé le 27 septembre 2022, dans une évaluation préliminaire, la deuxième tranche du PNRR, d'un montant de 21 Md€ (10 Md€ de subventions et 11 Md€ de prêts), en certifiant ainsi la réalisation des 45 objectifs fixés pour le premier semestre 2022. L'Italie a déjà reçu 46 Md€ au titre du PNRR, sous la forme d'un préfinancement en août 2021, puis d'un versement au titre de la première tranche, en avril 2022. Le décaissement effectif de la deuxième tranche est prévu dans les deux mois. Le gouvernement issu des élections du 25 septembre devra réaliser les 55 objectifs permettant de débloquent le versement de la troisième tranche (21,8 Md€). Les projets portent notamment sur le réaménagement et la mise en valeur des territoires, la revitalisation du patrimoine culturelle et l'efficacité énergétique de lieux de culture, l'amélioration de la 5G.

Actualité financière

Moody's maintient sa note Baa3, avec une perspective négative

L'agence de notation Moody's a maintenu à Baa3 la note de l'Italie avec perspective négative, note que l'agence a abaissée en août en raison des incertitudes liées au changement de gouvernement et notamment la capacité à mettre en œuvre le PNRR. Pour justifier le maintien, l'agence souligne le faible potentiel de croissance et le niveau élevé de la dette publique. Elle relève un environnement politique plus complexe, les pressions à la baisse sur les dépenses d'investissement, le durcissement des conditions de financement, des risques d'approvisionnement énergétique. Moody's anticipe une dégradation de la note de l'Italie dans le cas d'un nouveau ralentissement de la croissance, des mesures qui aggraveraient les niveaux du déficit ou de la dette, ou encore une remise en cause des réformes du PNRR.

Le Ftse Mib a perdu 21,5% en un an

Depuis le début de l'année 2022, Piazza Affari a perdu 21,5% de sa valeur, affectée par la situation macroéconomique, les tensions inflationnistes et la hausse des taux directeurs. MFE – MediaForEurope perd sur l'année 62,96%, Enel affiche -36,68%, Generali -22,17%, De'Longhi -51,94%. Le 4^e trimestre pourrait renouer avec la reprise pour limiter les pertes.

Le Gouverneur I. Visco se prononce sur une hausse des taux graduelle et progressive

Le Gouverneur de la Banque d'Italie, Ignazio Visco, a souligné à plusieurs reprises l'importance de relever les taux d'intérêts de manière progressive. Si le resserrement de la politique monétaire n'a pas d'effets sur les cours de l'énergie qui sont liés à la guerre russo-ukrainienne, le gouverneur Visco a souligné,

dans une allocation à la Fondation Cesifin, ne pas imiter l'action de Fed et proposé une hausse mesurée et progressive des taux. L'action des banques centrales doit trouver un point d'équilibre : une normalisation trop lente de la politique monétaire risquerait d'ancrer les anticipations d'inflation ; une hausse brutale des taux d'intérêts ferait courir un risque de trop fort portant atteinte à la stabilité financière, l'activité économique, et à la dynamique des prix.

Les taux des emprunts de l'Italie sont en forte augmentation

Sur [douze mois](#), les taux d'emprunts à long terme sont passés de 0,6 à 4,5%, un niveau jamais atteint depuis 2013. Avec un ratio dette/PIB à 145,4% en 2022, l'impact est important pour les finances publiques. Le paiement annuel des intérêts pourrait être de 20 à 25 Md€ plus élevé en 2026 qu'en 2021. Les obligations d'Etat indexées sur l'inflation, qui représentent plus de 10% de l'encours des titres de la dette publique, contribueront à faire augmenter les paiements d'intérêts de 0,4pt, à 4% du PIB.

La Sace et Iren ont signé un accord visant à faciliter les demandes de paiement échelonné des factures d'énergie et de gaz

L'[objectif](#) est de créer les conditions les plus favorables pour que les entreprises clientes de la société de services énergétiques IREN puissent négocier le report du paiement des factures, grâce à la *Cauzione Energia Pmi*, une solution basée sur le marché et entièrement numérique mise en place par Sace Bt - la société du groupe Sace spécialisée dans l'assurance-crédit à court terme, les obligations et la protection contre les risques de construction - pour soutenir les PME italiennes touchées par la hausse des coûts énergétiques. Pour Iren Mercato, société du groupe Iren opérant dans la commercialisation de l'électricité, du gaz et du chauffage urbain,

cet accord vient compléter le plan extraordinaire de mesures mises en place pour atténuer les effets de la crise énergétique sur ses clients, en garantissant à 1,7 million de clients du marché libre une économie de 40% par rapport aux tarifs proposés par le marché de la grande protection au cours des neuf premiers mois de 2022.

Santé

Le dossier sante numérique progresse

Parmi les objectifs du PNRR figure la réalisation du dossier de santé numérique (*Fascicolo Sanitario elettronico*, FSE) avec un investissement de 1,38 Md€. Le FSE doit permettre le suivi clinique des patients et son partage entre les professionnels de santé, Les ministères de l'innovation technologique et de la transition numérique, de la santé et de l'économie et finances ont signé le [décret](#) qui alloue 610 M€ à sa mise en place dans les Régions et Provinces. Ces ressources doivent renforcer l'infrastructure numérique des systèmes de santé (300 M€) et les compétences des professionnels (210 M€).

Numérique

Le marché du cloud progresse

Selon l'Observatoire *Cloud Transformation* du Polytechnique de Milan, en 2022 le marché des solutions et services [cloud](#) enregistre un bond de 18% par rapport à 2021 et atteint presque 4,5 Md€. Cette croissance est tirée notamment par les PME : 52% d'entre elles ont adopté au moins un service cloud (+7 pp par rapport à 2021). Parmi les services, la composante *cloud public & hybride*, l'ensemble des services fournis par des prestataires externes et l'interconnexion entre cloud publics et privés, enregistre la dépense la plus importante (2,95 Md€), suivie par le *Software as a Service* (1,27

Md€), les infrastructures *as a Service* (1,15 Md€) et les services de plateformes (531 M€). Dans le processus de transition numérique, la poursuite des objectifs de soutenabilité environnementale prend une place plus grande. Elle incite un nombre croissant de PME à se tourner vers des stratégies informatiques vertes.

L'e-commerce enregistre un boom de ventes, et relance le tourisme

En 2022, le chiffre d'affaires (CA) du [commerce électronique](#) enregistrera une hausse de 20% par rapport à 2021 pour atteindre 48,1 Md€. Les ventes de biens progressent à un rythme moins soutenu (+8%) que l'an dernier (+18%) s'élevant à 33,2 Md€. Mais les ventes de services (14,9 Md€) observent une reprise plus dynamique et progressent de 59%.

L'e-commerce des voyages relance la croissance du tourisme dont le chiffre d'affaires devrait atteindre 26,1 Md€ en 2022. L'e-commerce électronique des transports (11,2 Md€) progresse de 84% en g.a (son CA est encore de 6% sous le niveau de 2019) et celui des hôtels (14,9 Md€) de +32% (son CA dépasse de plus de 2% celui pré-pandémie qui était de 14,5 Md€ en 2019).

Tourisme

Italie, 5^{ème} destination mondiale pour les congrès

Selon le [classement ICCA 2021](#) (International Congress and Convention Association), l'Italie est la 5^e destination mondiale pour les congrès, avant le Royaume-Uni et après les Etats-Unis, l'Espagne, l'Allemagne et la France. Parmi les métropoles, Rome se situe au 16^e rang mondial, huit places après Paris (8^e rang).

Avec un total de [86 438 évènements en 2021](#) (en présentiel ou en format hybride), l'Italie a accueilli 4,6 millions de participants (+14,7%

par rapport à 2020); la durée moyenne des événements est de 1,34 jours, en ligne avec celle en 2020 (1,36). 52,5% des congrès sont situés au Nord, 25,5% au Centre, 13,9% au Sud et 8,1% dans les Iles. Le Nord a accueilli 65,2% des événements nationaux, une hausse d'environ 29 % par rapport à 2020. En 2021, la forte reprise du tourisme d'affaires, tirée par la progression de 24% du nombre d'évènements organisés, a conduit à un doublement des recettes de cette activité (4,3 Md€), selon la Banque d'Italie. Les voyages pour des raisons professionnelles ont enregistré 33 millions de nuitées, en hausse de 18% par rapport à 2020. Sur les 6 premiers mois 2022, les recettes des voyages pour les congrès s'élèvent à 3 Md€.

Made in Italy

Le luxe italien se renforce en Chine

75 marques de luxe italiennes débarquent sur *WeChat*, la plus grande plateforme sociale chinoise, pour promouvoir le *Made in Italy*. L'initiative, appelée [Mini-Program WeChat Altgamma](#), a été lancée par la Fondation Altgamma, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et l'agence pour la promotion à l'étranger et l'internationalisation des entreprises ICE, en collaboration avec l'agence chinoise D1M. Le programme intègre différentes fonctions, notamment des transactions économiques et des achats on ligne. D'une durée de six mois, ce projet vise à offrir aux consommateurs chinois une représentation de l'industrie culturelle et créative italienne, à travers des outils numériques de communication les plus adaptés aux jeunes consommateurs. Parmi les marques adhérant à l'initiative, figurent Alberta Ferretti, Brunello Cucinelli, Fendi, Ferragamo, Gucci, Herno, Moncler et Prada.

*Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information sur l'industrie et le développement durable : « **Sostenibile** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Rome

Directeur de la publication : Frédéric KAPLAN

Revu par : Laura TORREBRUNO

Rédacteurs : Pierre FARINEAU, BOUNAKHLA Mickael, Federica MERCANTI,
Clarisse PROHIN, Capucine LOUIS

Pour s'abonner : rome@dgtresor.gouv.fr

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Rome

Clause de non-responsabilité : le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.